

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE BONN

LA CONTRIBUTION DU CANADA EN MATIÈRE D'AIDE EXTÉRIEURE

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, avant de poser ma question au premier ministre, je voudrais lui souhaiter la bienvenue à l'occasion de son retour au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: S'il avait eu la sagesse de s'en tenir au programme et de traiter des questions écologiques et de l'aide aux pays du Tiers monde, comme on le lui avait d'ailleurs conseillé, je me serais sûrement fait un plaisir de le féliciter. Cependant, comme l'a écrit John Fraser dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui:

Toutes les sottises et tous les propos prétentieux qu'on entend sur le rôle du Grand Conciliateur, que le premier ministre alimente malheureusement, minimise sa contribution modeste mais réelle.

Je dois dire au premier ministre, monsieur le Président, que son succès à Bonn me fait penser au grand succès du spectacle Miller-Mulroney qui s'est donné à Toronto la semaine dernière.

Pour revenir aux choses sérieuses, je voudrais dire au premier ministre que nous souscrivons à son objectif consistant à demander aux pays industrialisés d'accroître leur aide au Tiers monde. Compte tenu des discussions auxquelles le premier ministre a participé à Bonn, le gouvernement a-t-il l'intention de rétablir les crédits destinés à l'aide au Tiers monde dont le ministre des Finances avait annoncé l'élimination l'automne dernier dans son exposé économique?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie le député de son accueil chaleureux. Il ne m'est évidemment pas facile d'exprimer mon désaccord avec un journaliste aussi éminent que M. Fraser du *Globe and Mail*, mais mon ami me pardonnera, dans les circonstances, de rappeler que des versions totalement différentes des faits ont été publiées à la une du *New York Times* et du *Figaro*, et que, d'après les déclarations du président de la République française lui-même, le premier ministre et la délégation du Canada ont joué un rôle très important à la conférence.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nous avons tout simplement suivi l'exemple d'anciens représentants éminents du Canada, dont celui donné par mon honorable ami à l'époque où il était secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le Canada a toujours joué, je crois, un rôle utile.

Pour répondre à la question du député, je dirai que nous avons contribué à mettre en place le troisième guichet que mon honorable ami connaît bien et qui serait bien utile pour les pays en voie de développement. Notre seul objectif est de continuer à aider, financièrement et autrement, les pays en voie de développement.

Questions orales

[Français]

L'AIDE EXTÉRIEURE

LE NICARAGUA—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, à mon avis, le premier ministre serait bien avisé de parler à son ministre des Finances et de rétablir les buts que le gouvernement canadien avait exposés au monde et selon lesquels nous allions atteindre le niveau de 0.7 p. 100 du revenu national brut du Canada comme aide à l'étranger. Est-ce que le premier ministre pourrait dire à la Chambre si les communications avec le président Reagan se sont détériorées au point où il n'est plus avisé dans les questions qui choquent la population canadienne, comme l'embargo commercial sur le Nicaragua, lui qui, dans cette Chambre l'an dernier, s'était tout à fait offensé parce que le président Reagan n'avait pas informé le premier ministre de l'invasion de la Grenade? Est-ce que le premier ministre ne devrait pas tout simplement avoir la même attitude quand il s'agit de la survie économique des pauvres gens du Nicaragua?

● (1420)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suis d'accord avec mon ami. Nous avons fait beaucoup plus que cela. Vous me parlez d'une question de forme, je vais vous parler d'une question de fond; c'est beaucoup plus important pour tous les députés de cette Chambre. Le gouvernement américain a annoncé de façon unilatérale son intention d'imposer un embargo sur le Nicaragua. Le Canada s'est inscrit en faux contre un tel geste disant que ce n'était pas dans les intérêts du Canada ni «consistant» avec nos traditions. Je pense que tous les députés à la Chambre seraient d'accord sur cette prise de position internationale.

[Traduction]

LES DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, si le premier ministre est tout à fait d'accord avec la position défendue par les trois partis à la Chambre et par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, pourquoi a-t-il tenu à Bonn des propos humiliant pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en disant que, contrairement à lui, il ne pensait pas que le Canada aurait dû être informé? Qui est le porte-parole du Canada quand il est question des affaires extérieures à la Chambre et à l'étranger?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je crois que je viens de traiter de ce qui constitue la question importante, celle de la substance. Bien que le président des États-Unis ait annoncé à Bonn son intention de décréter un embargo commercial contre le Nicaragua, le gouvernement du Canada a manifesté son désaccord. Nous ne partageons pas le point de vue des États-Unis et nous sommes contre l'embargo parce qu'il n'est pas dans l'intérêt national du Canada. J'espère bien que tous les députés applaudiront cette déclaration d'indépendance du gouvernement du Canada en matière de politique étrangère.